

et politique de l'Europe et de prévenir toute nouvelle guerre de ce genre. On aurait pu s'attendre à voir toutes les nations collaborer d'emblée à la réalisation de ces objectifs. Mais nous devons reconnaître en toute franchise qu'il y a lieu de craindre pour la réussite de cette double entreprise.

Grâce à l'aide de pays qui ont souffert moins directement de la guerre et à l'effort concerté des peuples de l'Europe occidentale, la reconstruction de l'Europe a, heureusement, progressé dans une certaine mesure. D'autre part, certaines nations, plutôt que de participer à cette oeuvre de restauration dont elles ne pouvaient que bénéficier, ont préféré non seulement se tenir à l'écart, mais, à dessein ou non, présenter sous un faux jour et entraver les efforts des autres. Cette obstruction à l'oeuvre de la reconstruction n'est, malheureusement, qu'un exemple de ce qui semble bien être un propos délibéré d'entraver la réorganisation politique et économique du monde d'après-guerre. Si tant est que tel soit le cas, nous ne pouvons nous garder d'une vive inquiétude au sujet de l'oeuvre de reconstruction et de pacification entreprise depuis la guerre.

Mes concitoyens canadiens seront péniblement surpris, sinon tout à fait consternés, d'apprendre que quelqu'un, prenant la parole devant cette Assemblée ait pu créer l'impression que des membres de l'Organisation des Nations Unies n'ont tenu aucun compte des intérêts des peuples les plus meurtris par la guerre, ni des grandes privations qu'ont subies ces peuples aux mains des suppôts d'Hitler. Telle a bien été l'impression que j'ai ressentie samedi dernier pendant le discours du délégué de l'URSS. Or, je constate que d'autres que moi ont eu la même impression.

Il est vrai que les observations explicites se rapportaient à la Commission économique pour l'Europe ainsi qu'au Conseil économique et social, mais elles laissaient croire que les Nations Unies s'étaient montrées indifférentes aux intérêts majeurs des peuples qui avaient le plus souffert. L'apport des Etats membres prouve que telle n'a jamais été l'attitude des Nations Unies.

Je suis sûr que l'Assemblée aimerait apprendre de la bouche des représentants de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie, combien d'instruments aratoires, de camions automobiles, de locomotives, pour ne rien dire des vivres et du matériel médico-chirurgical, leurs pays ont reçus depuis la fin de la guerre, en cadeau ou à crédit, de pays membres des Nations Unies qui se sont efforcés de collaborer à la tâche commune de la reconstruction.

J'en parle en connaissance de cause et non sans quelque émotion, car le peuple canadien a assumé toute sa part de l'onéreuse tâche qui a consisté à aider et assister, -- au moyen de l'aide mutuelle, de secours militaires, de l'UNRRA, et aussi de crédits directs de l'Etat au continent européen, représentant plus de 500 millions de dollars, -- les pays européens ravagés par la guerre. Je parle au nom du Gouvernement que j'ai dirigé durant les années en question et qui a saisi le Parlement des crédits nécessaires. Je parle au nom du Parlement canadien, qui a autorisé ces crédits, et au nom de la population du Canada qui, appuyant le programme d'action destiné à rétablir l'économie des pays ravagés par la guerre, l'a complété en envoyant, par des voies privées et bénévoles, des millions de dollars supplémentaires, afin de secourir les pauvres et les miséreux. Son unique